

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/STR/N/1/JAM

5 juillet 1996

(96-2619)

**Groupe de travail des entreprises
commerciales d'Etat**

Original: anglais

COMMERCE D'ETAT

Notification conformément à l'article XVII:4 a) du GATT de 1994 et au paragraphe 1
du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII

JAMAÏQUE

La Mission permanente de la Jamaïque a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 25 juin 1996.

1. Enumération des entreprises commerciales d'Etat
2. Raison et objet de la création et du maintien des entreprises commerciales d'Etat
3. Description du fonctionnement des entreprises commerciales d'Etat
4. Renseignements statistiques

Enumération des entreprises commerciales d'Etat

1. Il existe à la Jamaïque un certain nombre d'entreprises qui relèvent des dispositions de l'article XVII. Ces entreprises et le(s) produit(s) dont elles sont chargées sont indiqués en détail ci-après:

- 1) Société jamaïcaine de commercialisation des produits de base, S.A. (Jamaica Commodity Trading Company Limited)
- 2) Offices responsables de produits de base:
 - i) Office du cacao
 - ii) Office de la noix de coco
 - iii) Office du café
 - iv) Office de la banane
 - v) Office du sucre

3) Société jamaïcaine des pétroles (The Petroleum Corporation of Jamaica)

Société jamaïcaine de commercialisation des produits de base, S.A. (Jamaica Commodity Trading Company Limited - JCTC)

Raison et objet de la création et du maintien des entreprises commerciales d'Etat

La JCTC a vu le jour en 1974 sous le nom de Société jamaïcaine pour la nutrition, S.A. (Jamaica Nutrition Holdings Limited - JNH). La JCTC, et avant elle la JNH, ont été constituées en sociétés par les pouvoirs publics essentiellement dans le but d'importer dans le pays certaines denrées alimentaires de première nécessité, car il avait été décidé qu'un organisme d'achat centralisé d'Etat serait le moyen le plus efficace d'utiliser et de gérer les devises disponibles, qui étaient alors limitées.

Historique

La JNH a donc été chargée d'acheter toutes les denrées alimentaires de première nécessité afin de satisfaire les besoins du pays.

Peu de temps après, deux autres organismes similaires ont été établis afin de procéder à des achats à l'étranger et d'importer en gros des produits pharmaceutiques et des matériaux de construction.

En 1981, les trois sociétés ont été fusionnées pour devenir la Société jamaïcaine de commercialisation des produits de base, S.A. (Jamaica Commodity Trading Company Limited).

La société a conservé sa fonction. Toutefois, dès les années 80, l'achat de certaines denrées alimentaires est revenu au secteur de la distribution. En 1991, les sciages, activité majeure de la société, sont revenus au secteur privé.

A la suite de la politique de libéralisation et de déréglementation poursuivie par le gouvernement, l'achat de toutes les denrées alimentaires est revenu au secteur privé en 1993.

Parallèlement, le Conseil des ministres a décidé que la société cesserait toute activité commerciale et ne s'occuperait plus que des programmes d'aide de gouvernement à gouvernement, le programme PL 480 et le programme de l'ACDI.

De 1993 à aujourd'hui, la réduction de personnel a été constante, la société continuant de comprimer ses effectifs. Cette réduction de personnel devrait même s'amplifier, la société ne s'occupant plus désormais que d'un seul produit de base au titre du programme PL 480, à savoir le riz brun.

Offices de produits de base

Raison et objet de la création et du maintien des entreprises commerciales d'Etat

Les offices de produits de base ont été établis dans le but d'organiser et de surveiller l'exportation de fruits, et de veiller à ce que la qualité des fruits exportés soit conforme aux normes de qualité internationales.

Office du cacao

L'Office du cacao a été établi en vertu de la Loi de 1957 portant création de l'Office du cacao.

L'Office se compose de sept (7) membres; quatre (4) d'entre eux, dont le Président, sont nommés par le ministre responsable de l'Office, les trois (3) autres étant désignés par le ministre, parmi un groupe de cinq (5) personnes proposées par l'organe que le ministre reconnaît comme étant représentatif des producteurs de cacao.

Fonctions

Les fonctions de l'Office sont les suivantes:

- maximaliser l'efficacité du secteur du cacao;
- aider à son développement et promouvoir le bien-être de ceux qui travaillent dans ce secteur;
- assurer les meilleures conditions pour l'achat, la manutention, la commercialisation, la vente, l'importation et l'exportation de cacao. L'Office est également habilité à:
 - créer, exploiter et administrer des pépinières;
 - importer, cultiver, vendre, donner, distribuer, exporter ou écouler de toute autre manière des jeunes plants en excès ou des plants de cacaoyers;
 - cultiver, sécher, nettoyer ou transformer le cacao;
 - établir, exploiter ou administrer des stations de recherche.

Déréglementation

Le secteur du cacao a été déréglementé et la Loi portant création de l'Office du cacao a été modifiée en 1991. L'Office demeure l'organisme de réglementation pour le cacao exporté de la Jamaïque. Il fait fonction d'organe de contrôle de la qualité du cacao destiné à l'exportation.

Office de la noix de coco

L'Office de la noix de coco, qui a été établi en vertu de la Loi portant réglementation du secteur de la noix de coco, promulguée en 1945, se compose de neuf (9) membres, quatre (4) d'entre eux, dont le Président, étant nommés par le ministre. Les cinq (5) autres membres sont élus par des producteurs agréés de noix de coco et doivent eux-mêmes être des producteurs agréés de noix de coco, des mandataires de ces producteurs, ou encore des directeurs généraux ou des administrateurs de sociétés constituées de producteurs agréés de noix de coco.

Fonctions

L'Office est chargé de promouvoir les intérêts et l'efficacité du secteur de la noix de coco, d'encourager la production de noix de coco et de réglementer la vente, l'achat et l'exportation de noix de coco, ainsi que l'importation d'huiles comestibles.

L'Office a également pour fonctions connexes de:

- a) Tenir le gouvernement informé de la situation du secteur et le conseiller lorsqu'une action est nécessaire.

- b) Prendre des dispositions pour l'implantation d'usines de coprah afin de fournir des débouchés aux producteurs de noix de coco.
- c) Prendre des dispositions en vue de la délivrance de licences pour la fabrication de produits dans lesquels entrent des noix de coco.
- d) Prendre des dispositions pour assurer les cacaoyers contre les dommages provoqués par les tempêtes, le jaunissement mortel (maladie de l'anneau rouge) et autres.
- e) Commercialiser la récolte de noix de coco.
- f) Entreprendre des recherches sur les problèmes agricoles que rencontre le secteur et conseiller les producteurs à ce sujet.

Office du café

L'Office du café a été établi en vertu de la Loi de 1948 portant réglementation du secteur du café.

L'Office se compose d'au moins sept (7) membres nommés par le ministre responsable, dont trois (3) sur proposition de l'association agréée. Le ministre désigne un président parmi les membres de l'Office.

Les producteurs sont représentés de même que le Conseil du café, qui comprend des représentants de toutes les branches du secteur, y compris des producteurs et des transformateurs.

Fonctions

- a) Créer, exploiter et administrer des pépinières.
- b) Importer, cultiver, vendre, donner, distribuer, exporter ou écouler de toute autre manière des jeunes plants en excès ou des plants de caféiers.
- c) Etablir, exploiter et administrer des plantations de café ou des plants de caféiers.
- d) Cultiver, sécher, dépulper, nettoyer, laver, ou transformer de toute autre manière les cerises de café et fabriquer tout produit du café, et acheter, préparer en vue de la commercialisation, stocker, transporter, distribuer, vendre ou exporter des cerises de café ou tous produits du café.
- e) Etablir, exploiter ou administrer des stations de recherche pour:
 - i) étudier la cause, l'incidence, la prévention et l'éradication de toute maladie, ou la lutte contre toute maladie, susceptible de porter préjudice aux intérêts du secteur du café;
 - ii) étudier les variétés de café qui pourraient être le plus avantageusement cultivées à la Jamaïque ou dans toute région de la Jamaïque, ainsi que les conditions et le mode de culture les plus avantageux;

- iii) étudier les conditions dans lesquelles et la manière dont le café pourrait être le plus avantageusement séché, dépulvé, lavé, nettoyé, transformé, stocké, préparé en vue de la commercialisation et transporté depuis la Jamaïque;
- iv) améliorer le rendement ou autre valeur économique du café ou de toute variété de café;
- v) étudier les types de produits du café qui se prêtent le mieux à la fabrication à la Jamaïque, ainsi que les conditions dans lesquelles et la manière dont ces produits pourraient être le plus avantageusement fabriqués, stockés, transformés, préparés en vue de la commercialisation, transportés ou exportés;
- vi) étudier toute autre question dont l'étude peut être considérée par l'Office comme étant nécessaire ou opportune dans l'intérêt du secteur du café.

Office de la banane

L'Office de la banane a été établi en 1953.

L'Office compte au moins cinq (5) membres et au plus huit (8), dont l'un est sélectionné parmi un groupe de trois (3) personnes proposées par l'organisme que le ministre reconnaît comme étant représentatif des producteurs de bananes de l'île.

Description des fonctions de cet organisme

- a) Promouvoir les intérêts et l'efficacité du secteur de la banane et l'aider à se développer.
- b) Assurer les meilleures conditions pour l'achat, la manutention, le transport, l'exportation, l'expédition et la commercialisation et la vente de bananes et exporter ce produit.
- c) Entreprendre, diriger, financer, aider et superviser des travaux de recherche et des expériences et conduire des activités visant:
 - i) à l'amélioration des méthodes de plantation et de culture des bananes;
 - ii) à la lutte contre toutes maladies touchant les bananes et leur éradication;
 - iii) à la création de variétés de bananes entièrement ou partiellement protégées contre ces maladies.

Office du sucre: Volume 17

La Loi portant réglementation du secteur du sucre a été promulguée en 1937. L'article 3 de cette loi fait mention de l'établissement de l'Office du sucre.

Le ministre nomme les personnes qui, de par leur formation ou leur expérience, lui semblent convenir, y compris celles qui lui paraissent avoir des compétences dans les domaines de la finance, du droit, de l'économie et dans les questions relatives au secteur du sucre.

L'Office se compose de sept (7) membres désignés par ce groupe.

Fonctions de l'Office du sucre

1. L'Office du sucre conseille le ministre:
 - a) Sur toutes questions de politique générale ayant trait aux opérations et au développement du secteur.
 - b) Sur l'utilisation, d'une manière économique et efficace, des ports en relation avec l'exportation du sucre, entre autres choses.
2. L'Office est chargé de promouvoir et de coordonner la recherche scientifique relative à ce secteur et d'encourager l'application des résultats obtenus à son développement.
3. L'Office prend des dispositions en vue de la commercialisation du sucre et des mélasses destinés à la consommation locale et à l'exportation.
4. L'Office délivre des licences en rapport avec les contingents et l'exportation de sucre, ainsi qu'aux producteurs de canne à sucre.
5. L'Office garantit la qualité du sucre tant sur le marché d'exportation que sur le marché local.

Société jamaïcaine des pétroles (PCJ)

La Société jamaïcaine des pétroles est une société entièrement détenue par l'Etat, établie en vertu de la Loi de 1979 sur le pétrole. Ses principales filiales sont Petrojam et Petcom.

Raison et objet du maintien du commerce d'Etat

La Société jamaïcaine des pétroles est principalement chargée de chercher du pétrole et du gaz et de fournir à moindres frais ces produits à la Jamaïque.

Description des fonctions de ces entreprises commerciales d'Etat

Les principales fonctions de ces organismes sont les suivantes:

- i) Prospector, développer et gérer les ressources pétrolières.
- ii) Importer, exporter, raffiner et distribuer le pétrole et les produits pétroliers.

La Société Petrojam s'occupe actuellement de l'importation, de l'exportation et du raffinage du pétrole. Parmi ses clients figurent les sociétés multinationales de commercialisation ESSO, Shell, Texaco, ainsi que les sociétés locales Petcom et d'autres sociétés jamaïcaines privées de commercialisation du pétrole, telles que Nipet National Epping et Cross Island. Jamaica Public Service et l'une des sociétés productrices de bauxite comptent également parmi ses clients.

Petrojam produit également de l'éthanol destiné à l'exportation vers les Etats-Unis dans le cadre de l'Initiative concernant le Bassin des Caraïbes (CBI).

Privatisation

Dans le cadre de la politique de libéralisation et de privatisation du gouvernement, les fonctions de la PCJ devraient être transférées au secteur privé. Pour toutes les filiales de la PCJ, on envisage ce qui suit:

- a) Participation à des coentreprises avec le secteur privé en ce qui concerne les filiales qui sont rentables et qui peuvent être privatisées.
- b) Cessation des activités des filiales qui ne sont pas rentables, qui ne peuvent pas être privatisées et dont on pense qu'elles ne seront pas viables financièrement.
- c) Transfert des fonctions de la PCJ, qui incomberont partiellement au gouvernement, à un ministère ou à un service ministériel.

La PCJ est en restructuration constante dans le cadre de la privatisation en cours des entreprises du secteur énergétique. Sur la base des recommandations formulées à l'issue d'un examen, un calendrier et des objectifs pour la restructuration de la PCJ ont été établis.